

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Band: 30 (2003)
Heft: 3

Artikel: Session spéciale : davantage d'argent pour la recherche
Autor: Crivelli, Pablo
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911872>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Davantage d'argent pour la recherche

Pour relancer l'économie, il faut investir dans l'unique ressource naturelle que nous possédons, la «matière grise».

De 2004 à 2007, les secteurs de la recherche et de la formation devraient toucher quelque 17 milliards de francs.

C'EST LÀ CE QU'A DÉCIDÉ le Conseil national, réuni en session spéciale du 5 au 8 mai pour approuver la loi sur la recherche, la formation et la technologie.

Pour une fois, la droite et la gauche se sont trouvées d'accord sur un point: pour maintenir son niveau élevé de vie, la Suisse doit investir davantage dans la formation et dans la recherche et garantir aux générations futures un bon système éducatif. Ce n'est qu'à ce prix que les jeunes Suisses arrivant sur le marché du travail pourront lutter à armes égales avec leurs condisciples européens.

Ces dix dernières années, a souligné plus d'un député, les investissements dans la «matière grise» ont stagné, bien que le nombre d'étudiants ait augmenté de façon exponentielle. Certaines facultés universitaires sont surpeuplées, ce qui a des conséquences sur la qualité de la formation. Il arrive souvent, ont prétendu quelques conseillers nationaux, que d'excellents projets de recherche soumis au Fonds national soient refusés parce que le financement fait défaut; de nombreux chercheurs se voient donc obligés de faire leurs valises et d'émigrer à l'étranger pour trouver du travail.

Pour la Suisse, il s'agit d'une perte de capital humain qui risque d'avoir des conséquences négatives dans un proche avenir: sans innovation, le développement économique est menacé, a affirmé le «ministre» de l'intérieur, Pascal Couchepin. Si tous les partis tombent d'accord sur le principe d'allouer des ressources plus importantes à ce secteur, le problème du financement divise toujours les esprits. Alors qu'en novembre 2002 le Conseil fédéral s'était dit prêt à relever les crédits à la recherche de 6 % (soit 17,3



La place d'études suisse doit être soutenue. Sur l'image, jeunes gens au Technorama de Winterthur.

milliards) par rapport à la période 2000–2003, il s'est vu contraint à réduire dans un premier temps cette progression à 5 % (–480 millions), à cause de la détérioration des finances fédérales, puis à 4 %. Les 17,3 milliards prévus initialement fondraient ainsi à 16,5. D'ici 2006, en effet, la Confédération entend économiser 3,5 milliards pour assainir ses caisses vides. La situation est imputable à la chute des rentrées fiscales, due elle-même au ralentissement marqué de l'économie. Tous seront appelés à faire des sacrifices, a averti le responsable des finances, Kaspar Villiger, le 30 avril dernier, durant la présentation du train d'économies approuvé par le gouvernement.

Des économies renvoyées?

Alors que l'Union démocratique du centre (UDC) a demandé une augmentation des crédits de 4 %, la majorité du parlement a jugé inacceptable la proposition de renvoi en commission soumise par ce parti. Radicaux (PRD), démocrates-chrétiens (PDC) et socialistes (PS) ont estimé 4 % trop chiches et

le renvoi en commission pour étude plus approfondie parfaitement inopportun: à leur avis, les secteurs de la recherche et de la formation ne peuvent plus attendre. Le PRD et le PDC se sont dit prêts à défendre un compromis, soit une augmentation de 5 % du crédit quadriennal, afin de tenir compte de l'état désastreux des caisses fédérales. De son côté, le PS n'a pas voulu entendre parler d'économies dans un secteur vital pour le pays. Il a demandé que le secteur de l'éducation et de la recherche soit exclus du train d'économies fiscales qui sera discuté aux Chambres fédérales pendant la session de juin. Une motion en ce sens du PS a été acceptée par 80 voix contre 76. Les députés ont pourtant accepté aussi une autre motion présentée par la majorité de la commission, qui demande une augmentation de 5 %.

Ce n'est qu'en juin que l'on saura qui l'emporte. Il est toutefois difficile d'imaginer que ce secteur échappe à la hache des économies.

Pablo Crivelli 

Traduit de l'italien.